

Elevages
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 27/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL PECHARD

PLUSSANHOUARN
22320 Plussulien

Code AIOT : 0052204704

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/08/2025 dans l'établissement SARL PECHARD implanté PLUSSANHOUARN 22320 Plussulien. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL PECHARD
- PLUSSANHOUARN 22320 Plussulien
- Code AIOT : 0052204704
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

ICPE agricole porcine soumise à autorisation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 1 | Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier | Arrêté Préfectoral du 29/11/2022, article 2,3 | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 3 | flux entrant dans la station | Arrêté Préfectoral du 26/04/2018, article 5,6-1 | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 5 | MTD16 | Arrêté Ministériel du | Mise en demeure, respect de | 6 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| | Émissions atmosphériques d'NH ₃ , fosse à lisier | 27/12/2013, article 42 | prescription | |
| 6 | Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 7 | Forages | Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II – 3.3.4 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 9 | Plan d'épandage | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d | Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------------------------|---|-------------------|
| 2 | Déclaration annuelle des flux d'azote | Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4.2 | Sans objet |
| 4 | Déclaration GERP | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45 | Sans objet |
| 8 | Défense contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 | Sans objet |
| 10 | Bordereaux import, export | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est nécessaire pour l'exploitant de mettre en œuvre les mesures suffisantes pour corriger les anomalies constatées, lors de cette inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2022, article 2,3 |
| Thème(s) : Élevage, dispositions générales |
| Prescription contrôlée : L'effectif annuel moyen en reproducteur est fixé à 520 truies La production annuelle en porcelets est fixée à 12330 animaux. La production annuelle en porcs charcutiers est fixée à 11734 animaux |
| Constats : |

| |
|--|
| Non conforme |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant doit respecter la production annuelle animale décrite dans les prescriptions de son arrêté préfectoral. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 2 : Déclaration annuelle des flux d'azote

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4.2 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse |
| Prescription contrôlée : |
| <p>PAR7 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées.</p> <p>En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage.</p> |
| Constats : |
| Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : flux entrant dans la station

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2018, article 5,6-1 |
| Thème(s) : Élevage, unité de traitement |
| Prescription contrôlée : |
| Débits et flux de pollution entrant dans la centrifugeuse à savoir par an 8 840 m ³ soit 38754 Unités d'Azote et 23170 Unités de P2O5 |
| Constats : |
| Non conforme |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| Il est nécessaire de respecter la gestion des effluents décrite dans les plans et mémoires annexés à l'arrêté préfectoral de référence. |
| Type de suites proposées : Avec suites |

| |
|--|
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 4 : Déclaration GERE

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45 |
| Thème(s) : Élevage, Emission d'ammoniac |
| Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : MTD16 Émissions atmosphériques d'NH₃, fosse à lisier

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42 |
| Thème(s) : Élevage, MTD 16 |
| Prescription contrôlée : Couvrir la fosse à lisier. À cet effet, il est possible d'utiliser une des techniques suivantes: 1. couverture rigide; 2. couvertures souples; 3. couvertures flottantes, telles que: - balles en plastique; - matériaux légers en vrac; - couvertures souples flottantes; - plaques géométriques en plastique; - couvertures gonflables; - croûte naturelle; - paille. |
| Constats : Non conforme |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre œuvre, pleinement les meilleures techniques disponibles sur l'ensemble des fosses de stockages. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 6 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18 |
| Thème(s) : Élevage, dispositions générales |
| Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. |

| |
|--|
| <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Non conforme</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le forage doit être équipé dispositif de mesure totalisateur du volume d'eau prélevé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 7 : Forages

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II – 3.3.4</p> |
| <p>Thème(s) : Élevage, Protection tête de forage</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>3.3.4 - La protection de la tête</p> <p>Quelle que soit la destination de l'ouvrage, la protection de la tête du forage assure la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire et doit empêcher les infiltrations.</p> <p>Les eaux de ruissellement sont évacuées vers l'extérieur de l'ouvrage par des caniveaux.</p> <p>La protection de la tête du forage comprend une « dalle de propreté », en béton de 3 m² minimum, centrée sur l'ouvrage, et de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage.</p> <p>La tête de forage est fermée par un regard muni d'un couvercle amovible fermé à clé, scellé sur la margelle et s'élevant au moins à 0,50 m au-dessus du terrain naturel.</p> <p>L'ensemble limite le risque de destruction du tubage par choc accidentel et empêche les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate de l'ouvrage.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Non conforme</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La protection de la tête de forage doit être restaurée.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 8 : Défense contre l'incendie

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13</p> |
|--|

| |
|--|
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Conforme</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Plan d'épandage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d |
| Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.</p> <p>La notification contient pour la ou les surfaces concernées, les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.</p> <p>Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.</p> |

| |
|---|
| Constats : |
| Non conforme |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| Il est nécessaire de respecter la gestion des effluents décrite dans les plans et mémoires annexés à l'arrêté préfectoral de référence. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 10 : Bordereaux import, export

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse |
| Prescription contrôlée : |
| <p>Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre Ier du livre II, ou du titre Ier du livre V du code de l'environnement.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de « l'inspection de l'environnement, spécialité » installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison.</p> |
| Constats : |
| Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |